

**Monsieur le Président de la Conférence,  
Mesdames, Messieurs les Chefs d'Etat et de délégations ;  
Leurs majesté et altesse ;  
Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies ;  
Monsieur le Directeur Général du Fonds des Nations Unies pour  
l'Alimentation et l'Agriculture ;  
Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs et chefs de missions  
diplomatiques ;  
Mesdames, Messieurs les Représentants des Organismes  
Internationaux et du Système des Nations Unies ;  
Distingués invités ;  
Mesdames, Messieurs ;**

Il y a treize ans, la Communauté internationale, réunie ici même à Rome, à l'occasion du Sommet mondial sur l'alimentation, prenait l'engagement de parvenir à la sécurité alimentaire pour tous, afin d'éradiquer la faim dans le monde. Cet engagement, nous l'avons réaffirmé en juin 2002 et en juin 2008.

En nous retrouvant aujourd'hui, au même lieu, pour la même cause, le constat qui s'impose est que, non seulement cet objectif n'est pas atteint, mais la situation alimentaire mondiale s'est même davantage dégradée.

Garantir à chaque être humain une alimentation adéquate et régulière ne constitue pas seulement un impératif moral, mais signifie pour chaque individu, la satisfaction d'un besoin fondamental. Qu'y a-t-il de plus pénible que de voir ce droit élémentaire inassouvi ? Pourtant, les moyens humains, financiers et techniques existent pour apporter une réponse à ce défi.

L'absence de réponse appropriée et rapide à des situations d'insécurité alimentaire peut être source de l'insécurité tout court. Il nous faut donc agir vite et changer de méthode pour relever le défi qui nous est lancé. Changer de méthode veut dire ne pas céder à la tentation de solutions à des situations ponctuelles ou à court terme. Car l'aide alimentaire a ses

limites. C'est un outil d'urgence, à vocation temporaire, qui ne peut répondre durablement aux objectifs de sécurité alimentaire. Elle n'apporte aucune réponse aux causes chroniques de ce problème. Il faut engager des actions volontaristes pour assurer une transition rapide vers des mécanismes de sécurité alimentaire durable.

**Excellences,  
Mesdames, Messieurs ;**

Traiter de la sécurité alimentaire, revient prioritairement à poser la problématique de la pertinence des politiques agricoles. Sous ce rapport, c'est du renforcement des capacités de production agricole essentiellement qu'il s'agit. A notre entendement, l'Afrique est la seule région du monde où la production alimentaire moyenne par habitant ne cesse de décliner depuis 40 ans. Parler d'agriculture, c'est aussi traiter de la question de la création et de l'organisation des marchés agricoles locaux et régionaux. Car plus d'un tiers des pénuries alimentaires du monde pourrait être significativement allégé en améliorant les réseaux de distribution des produits agricoles locaux et en reliant les petits producteurs aux marchés. Au moment où nous tenons nos assises, des millions d'hommes et de femmes, petits producteurs agricoles, pasteurs ou pêcheurs, cherchent avec courage et dignité à assurer des conditions de vie décentes à leurs familles.

**Excellences,  
Mesdames, Messieurs ;**

Aujourd'hui, plus de neuf cent (900) millions d'êtres humains vivent dans une insécurité alimentaire chronique. Les prévisions de la FAO montrent que d'ici à 2020, il y aura plus de deux (2) milliards de personnes de plus à nourrir.

Le Tchad, mon pays, ne fait pas exception. Malgré son important potentiel en ressources naturelles et une population à 80 % vivant

directement de l'agriculture, mon pays continue de souffrir d'une insécurité alimentaire récurrente.

C'est pour mettre un terme à cette situation que le Gouvernement du Tchad a élaboré en 2005 le Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA). Son objectif principal est la constitution de réserves de denrées alimentaires et de participer aux mesures tendant à augmenter la production agricole.

A ce propos, le PNSA constitue à présent notre cadre de référence portant sur les objectifs globaux de notre Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté et pour la croissance. Il vise à l'atteinte de la sécurité alimentaire au Tchad à l'horizon 2015. Les objectifs de notre programme cadrent bien avec ceux du Sommet Mondial de l'Alimentation et des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

**Monsieur le Directeur Général de la FAO ;  
Excellences,  
Mesdames, Messieurs ;**

Il me plait de rappeler que le Programme National de Sécurité Alimentaire a été élaboré avec l'assistance de la FAO et la participation active de nos partenaires au développement. En mai 2005, lors de la première conférence sur les objectifs du PNSA, le Gouvernement du Tchad s'est engagé à financer à hauteur de 50% du budget global sur ses ressources propres.

Compte tenu du caractère hautement prioritaire de la sécurité alimentaire dans la lutte contre la pauvreté et pour le bien-être de nos populations, nous avons déjà mobilisé près de 22 milliards de FCFA pour le démarrage de ce programme. Par contre, les contributions de nos partenaires sont toujours attendues.

L'occasion est toute indiquée pour nous de solliciter, une fois de plus, le concours de tous, compte tenu de l'importance et de la priorité du PNSA pour mon pays.

**Excellences,  
Mesdames, Messieurs ;**

Le monde vit au quotidien les effets néfastes de la dégradation de l'environnement engendrée par les changements climatiques, dégradation qui est d'ailleurs une des causes, sinon la cause principale de l'insécurité alimentaire.

Au Tchad, l'exemple le plus révélateur des effets du changement climatique sur notre environnement est manifestement le cas du Lac Tchad, dont la superficie est passée de 25.000 km<sup>2</sup> en 1960 à 2.500 km<sup>2</sup> à nos jours. Cette diminution de la superficie du Lac Tchad a des conséquences incalculables sur la pluviométrie, la faune, la flore et les populations de son bassin.

En plus des efforts des pays membres de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) pour faire face à ce drame, nous sollicitons l'appui de la Communauté internationale pour le sauvetage du Lac Tchad. Celui-ci contribue incontestablement à l'équilibre écologique de la planète. Aussi, voudrais-je lancer un appel pressant et urgent en direction de la Communauté internationale afin qu'elle appuie le Tchad et la Commission du Bassin du Lac Tchad dans ce noble combat pour la protection de l'environnement. Nous y avons conçu à cet effet un projet pour lequel nous appelons la contribution de tous.

**Excellences,  
Mesdames, Messieurs ;**

Ces milliers d'hommes et de femmes ne peuvent se satisfaire ni des déclarations d'intention, ni d'engagements sans lendemain, mais d'actions immédiates et concrètes en réponse à leurs attentes. Faisons ensemble que ces espoirs ne soient pas déçus.

**Excellences ;**

**Mesdames, Messieurs ;**

Je ne saurais terminer mes propos sans adresser mes félicitations aux organisateurs du présent sommet, pour cette initiative qui vient à point nommé, pour nous permettre de réfléchir collectivement à la meilleure façon de répondre à la problématique de la sécurité alimentaire.

Je voudrais particulièrement remercier Monsieur Jacques DIOUF, Directeur Général de la FAO, tant pour sa constante disponibilité à nous accompagner dans notre quête de sécurité alimentaire, que pour l'opportunité qui nous est offerte d'exprimer les préoccupations du Tchad à cette tribune.

Je souhaite plein succès à notre sommet.

Je vous remercie.